ASSEMBLÉE NATIONALE

5 novembre 2021

PLF POUR 2022 - (N° 4482)

Commission	
Gouvernement	

Retiré

AMENDEMENT

N° II-3061

présenté par

M. Naillet, Mme Manin, Mme Vainqueur-Christophe, M. Aviragnet, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Jean-Louis Bricout, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, Mme Lamia El Aaraje, M. Faure, M. Garot, M. David Habib, M. Hutin, Mme Jourdan, M. Juanico, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Leseul, Mme Pires Beaune, M. Potier, Mme Rabault, Mme Rouaux, Mme Santiago, M. Saulignac, Mme Tolmont, Mme Untermaier, M. Vallaud et Mme Victory

ARTICLE 20**ÉTAT B****Mission « Outre-mer »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

(en euros)

Programmes	+	-
Emploi outre-mer	1 000 000	0
Conditions de vie outre-mer	0	1 000 000
TOTAUX	1 000 000	1 000 000
SOLDE	0	

EXPOSÉ SOMMAIRE

Malgré de nombreux dispositifs et l'élévation de leur formation initiale, la situation des jeunes Réunionnais âgés de 18 à 25 ans sur le marché du travail n'est pas moins préoccupante qu'il y a 10

ans. Le nombre de jeunes ni en emploi ni en formation (NEET) ne s'est ainsi pas réduit depuis 2008. Cette proportion est trois fois supérieure à la moyenne nationale, du fait de nombreuses sorties précoces du système scolaire (dès 16 ou 17 ans) et de la difficulté à trouver un emploi.

25% des jeunes de 20 à 24 ans terminent leurs études sans diplôme alors que la cible européenne est de 10%.

Cet amendement d'appel vise à interpeller le Gouvernement sur les besoins de moyens supplémentaires afin que les structures locales d'insertion soient en capacité de réduire drastiquement le nombre de ces situations précaires.

Afin de se conforter au principe de sincérité budgétaire, le présent amendement prévoit une augmentation des crédits de 1 M€ en faveur l'Institut de formation aux carrières administratives, sanitaires et sociales (IFCASS), chargé spécifiquement de conduire les actions de formation des jeunes ultramarins dans ces domaines à l'action 02 « Aide à l'insertion et à la qualification professionnelle » du programme 138 « Emploi outre-mer ».

Il réduit en conséquence d'autant les crédits de l'action 02 « Aménagement du territoire » au sein du programme 123 « Conditions de vie outre-mer ». Cette réduction a pour but de se confirmer aux exigences de la loi organique relative aux lois de finances (LOLF) qui oblige, lorsque l'auteur d'un amendement souhaite augmenter les crédits d'un programme, à diminuer les crédits d'un autre programme d'autant. Il n'est pas envisagé de restreindre les moyens alloués aux participations financières de l'Etat.